



Table des matières

Actualité politique allemande	2
La présidence des différentes commissions parlementaires allemandes au <i>Bundestag</i> ont été attribuées fin janvier :	2
Climat	3
Le groupe pétrolier BP, ainsi que 30 entreprises du DAX recommandent la mise en place d'une tarification plancher du CO ₂	3
Le gouvernement propose de rendre les transports en commun gratuits dans cinq villes	3
Energie	3
Appel d'offres dans les énergies renouvelables.....	3
L'Allemagne comptabilise à elle seule 42 % des nouvelles capacités éoliennes de l'UE en 2017, année record pour le secteur	3
L'aide de l'UE pour le développement des énergies renouvelables (solaire et éolienne) est-elle adaptée ? La Cour des comptes européenne se penche sur le cas de l'Allemagne et de trois autres Etats membres.....	4
Industrie/entreprises	5
Le tribunal régional de Stuttgart invalide une décision de l'AG de Porsche SE	5
Mauvais chiffres pour Audi en 2017	5
Li Shufu devient le premier actionnaire de Daimler	5
Les filiales <i>carsharing</i> de BMW et de Daimler seraient en passe de fusionner	5
Volontariat international en entreprise	5
Transports et infrastructures	5
Automobile.....	5
La Cour administrative fédérale rend sa décision sur les interdictions de circulation	5
Scandale du diesel : la grande coalition prévoit de créer un nouvel organe de contrôle	6
Scandale du diesel : discussions sur le rééquipement par les constructeurs	6
Tests de VW sur des singes	6
Développement des carburants alternatifs en Allemagne	6
Programme de digitalisation des réseaux communaux de transport.....	7
Opel/PSA	7
Electromobilité.....	7
Electrification du réseau autoroutier pour les camions.....	7

Porsche stoppe la production de diesel et développe un système de recharge plus rapide	7
L'Allemagne en passe de devenir le premier marché européen pour la voiture électrique	7
Annonce du lancement d'une coopération industrielle entre Saft, Siemens, Solvay et Manz pour la production de batteries nouvelle génération (source internet).....	7
Aviation	8
Statistiques annuelles de la fédération allemande des aéroports.....	8
Aéroport BER de Berlin.....	8
Ferroviaire	8
Le projet « Stuttgart 21 » retardé	8
Environnement	8
Une ancienne mine de charbon de la Ruhr transformée en réservoir de stockage d'eau chaude	8
Immobilier	8
Statistiques relatives au logement.....	8
Croissance constante du secteur du BTP	8
La fédération allemande du BTP satisfaite du contrat de grande coalition.....	9
La Bavière veut lancer une société publique de construction	9
Aldi souhaite construire des logements sur certains emplacements de ses magasins berlinois	9
Salon professionnel du BTP – Bautec 2018.....	9
Numérique	9
Le tribunal de grande instance de Berlin encadre les modalités d'utilisation de Facebook.....	9

Actualité politique allemande

Les militants de la SPD sont actuellement appelés à se prononcer (du 20 février au 2 mars) sur le projet de coalition entre leur parti et l'« Union » (CDU/CSU). Le résultat du vote devrait être connu le 4 mars. Les dirigeants de la CDU ce sont quant à eux largement exprimés en faveur du contrat de coalition (948 voix pour, 27 voix contre). Ils ont par ailleurs désigné comme nouvelle secrétaire générale du parti, Annegret Kramp-Karrenbauer (jusqu'alors ministre-présidente de la Sarre) avec une majorité de 98,87%. Enfin, le parti a officiellement désigné les ministres CDU qui seraient désignés si la grande coalition venait à se former. Angela Merkel a opté pour un renouvellement, avec des ministres significativement plus jeunes. Il s'agit des personnes suivantes, sous réserve de leur nomination effective lors de la constitution du futur gouvernement :

- Jens Spahn : ministre de la santé ;
- Anja Karliczek : ministre de l'éducation et de la recherche ;
- Julia Klöckner : ministre de l'agriculture ;
- Peter Altmaier : ministre des finances ;
- Helge Braun : ministre de la chancellerie fédérale ;
- Ursula von der Leyen : ministre de la défense.

La présidence des différentes commissions parlementaires allemandes au *Bundestag* ont été attribuées fin janvier :

- Bettina Stark-Watzinger (FDP): finances ;
- Peter Boeringer (AfD): budget;

- Sylvia Kotting-Uhl (Verts): environnement ;
- Martin Burkert (SPD) : transports et infrastructures numériques ;
- Norbert Röttgen (CDU) : affaires étrangères ;
- Gunther Krichbaum (CDU) : affaires européennes.

Climat

Le groupe pétrolier BP, ainsi que 30 entreprises du DAX recommandent la mise en place d'une tarification plancher du CO₂

Selon le rapport « BP World Energy Outlook 2018 » de BP, la croissance des énergies renouvelables devrait être de 400 % d'ici à 2040, tandis que les émissions de CO₂ devraient croître de 10 % au cours de la même période, ce qui compromet l'atteinte des objectifs de l'accord de Paris. Ce rapport préconise donc la mise en place d'une tarification plancher du CO₂ pour éviter ce scénario. Cette proposition rejoint l'appel fait par les entreprises du DAX (E.ON, Lufthansa, BASF, Volkswagen, Allianz, SAP, Siemens, allant dans le même sens). Ces sociétés considèrent que le projet de coalition ne va pas assez loin dans ce sens.

Le gouvernement propose de rendre les transports en commun gratuits dans cinq villes

Face au dépassement des seuils européens en matière de pollution atmosphérique, le gouvernement fédéral allemand a annoncé, dans une lettre à la Commission européenne, que cinq villes pourraient expérimenter la gratuité des transports en commun. Alors que les villes de Bonn, Hesse, Herrenberg, Reutlingen et Mannheim sont citées, aucune mesure contraignante n'a, à ce stade, été prise par le gouvernement. Toutefois, la gratuité des transports en commun n'a pas fait partie des options retenues lors de la présentation des plans anti-pollution de ces cinq villes-modèle au gouvernement le 26 février dernier. Ces plans prévoient en revanche des incitations financières pour recourir à la gratuité des transports.

Energie

Appel d'offres dans les énergies renouvelables

Pour la première fois, l'Agence fédérale allemande des réseaux a annoncé la publication d'un appel d'offres combiné pour l'éolien terrestre et le photovoltaïque, également qualifié de « technologiquement neutre ». Le volume de cette première offre est limité à 200 MW. La phase d'expérimentation devrait s'échelonner jusqu'en 2020 pour un volume annuel de 400 MW. La phase pilote en cours permettra d'analyser l'impact de ces offres combinées. Les résultats seront évalués et conditionneront les futures autres consultations. L'ouverture des plis est fixée au 3 avril 2018.

L'Allemagne comptabilise à elle seule 42 % des nouvelles capacités éoliennes de l'UE en 2017, année record pour le secteur

D'après les statistiques de l'association Wind Europe pour 2017, 15,7 GW de capacités éoliennes supplémentaires ont été créés dans l'UE, représentant une croissance de 20 % par rapport à 2016. L'Allemagne, avec 6,6 GW de capacités, représente à elle seule 42 % du total des nouvelles capacités éoliennes de l'UE en 2017. Au cours de la même période, la demande d'électricité éolienne dans le pays est passée de 16 à 20 %. En termes de capacités éoliennes installées, l'Allemagne, qui se situe en tête des Etats membres de l'UE, est suivie par l'Espagne, le Royaume-Uni et la France. Dans l'ensemble, les énergies renouvelables, principalement issues du photovoltaïque et de l'éolien, représentent la grande majorité (85 %) des nouvelles capacités électriques européennes. La part d'électricité dérivée du pétrole et du charbon a quant à elle décliné, puisque le nombre de capacités supprimées est supérieur à celui des capacités installées. La part d'électricité produite au gaz reste pour sa part stable.

L'aide de l'UE pour le développement des énergies renouvelables (solaire et éolienne) est-elle adaptée ? La Cour des comptes européenne se penche sur le cas de l'Allemagne et de trois autres Etats membres

La Cour des comptes de l'Union européenne réalise actuellement un audit afin de vérifier si l'aide apportée par l'UE et les États membres en faveur de la production d'électricité d'origine éolienne et solaire photovoltaïque est efficace. L'institution va « analyser la conception, la mise en œuvre et le suivi des stratégies établies aux niveaux nationaux et européen, en matière d'éolien et de solaire photovoltaïque depuis 2009, ainsi que les fonds consacrés par l'UE et par les États membres à leur développement ». Sur la période 2014 à 2020, les fonds structurels et d'investissements européens sont appelés à consacrer 45 Mds€ de soutien à une transition vers les technologies d'énergies renouvelables. Destiné à être publié début 2019, l'audit va être réalisé dans quatre États membres : l'Allemagne, l'Espagne, la Grèce, et la Pologne.

Les entreprises du secteur de l'énergie suivent le mouvement initié par le syndicat IG Metall en matière de hausse des salaires

Fin janvier, le syndicat allemand IG Metall a appelé les 3,9 M d'employés des secteurs de la métallurgie et de l'électronique à des mouvements sociaux en vue d'obtenir une hausse des salaires de l'ordre de 6%. Les fonctionnaires allemands leur avaient emboîté le pas en réclamant des revalorisations salariales du même ordre. Les revendications touchent désormais le secteur de l'énergie, avec le syndicat IG BCE (chimie-énergie), qui a appelé les 600 employés de trois centrales nucléaires exploitées par E.ON à faire grève pour obtenir 5,5 % d'augmentation (les employeurs ont proposé une augmentation de 2,1 % sur 18 mois). D'autres entreprises du secteur de l'énergie ont également programmé des arrêts de travail.

La première interconnexion électrique entre la Belgique et l'Allemagne représente un investissement de 500 M €.

Si la Belgique possède déjà des interconnexions électriques avec la France, les Pays-Bas et bientôt avec le Royaume-Uni, il n'en existe à ce stade aucune avec l'Allemagne (à l'exclusion de celle construite durant la Seconde Guerre mondiale et démantelée par la suite). Le chantier du projet « Alegro » a débuté mi-janvier. Cette liaison souterraine de 90 km de long reliera la future station de conversion de Lixhe, en Belgique, à celle d'Oberzier, en Allemagne. Les travaux s'achèveront fin 2019, pour une mise en service prévue fin 2020. Le projet Alegro est conduit par le groupe Elia, gestionnaire du réseau électrique belge. L'investissement nécessaire se chiffre à 500 M€, répartis entre Elia et son homologue allemand Amprion.

Un groupe de parlementaires aux couleurs « Jamaïque » s'élève contre le gazoduc Nord Stream 2

Alors que le 31 janvier dernier, l'opérateur Gazprom obtenait des autorités allemandes l'autorisation de débiter la construction d'une portion de 55 km du gazoduc Nord Stream 2 dans les eaux territoriales de la République fédérale, un groupe parlementaires CDU, CSU, Verts et FDP a lancé au même moment un appel commun contre ce projet. Selon ces parlementaires, « coopérer » avec la Russie ne saurait signifier que Russes et Allemands pourraient négocier autour d'un projet commun en dehors des règles de l'UE. Ils ont par ailleurs souligné que la solidarité entre États membres devait prévaloir. En effet, le projet Nord Stream 2 est vivement critiqué par plusieurs pays de l'est de l'Europe, Pologne en tête. En outre, depuis le conflit ukrainien de 2014, le contexte de tensions géopolitiques entre l'UE et Moscou n'est pas favorable à la tenue de discussions sur le sujet. De son côté, la Commission européenne a estimé à plusieurs reprises que ce projet n'est « pas une priorité ».

E.ON investit en Italie

E.ON débute la construction d'un nouveau parc éolien terrestre en Italie, dans la province de Bénévent (région de Naples) représentant une capacité installée de 57 MW. L'énergéticien allemand s'apprête ainsi à installer 19 turbines Vestas d'une capacité de 3 MW chacune dans le cadre de ce projet baptisé « Morcone », projet éolien le plus important accordé par le gouvernement italien au cours d'un appel d'offres en 2016. Les premières turbines seront installées cet été. Leur démarrage opérationnel est prévu début 2019.

Industrie/entreprises

Le tribunal régional de Stuttgart invalide une décision de l'AG de Porsche SE

En juin 2016, lors de son AG, les actionnaires de Porsche ont voté la décharge du conseil d'administration et du conseil de surveillance de Porsche pour l'année 2015 (année des révélations sur le diesel). Le tribunal régional de Stuttgart vient d'invalider cette décision, jugeant que ces organes avaient manqué à leur devoir de supervision et de surveillance.

Mauvais chiffres pour Audi en 2017

Confronté au scandale allemand du diesel (« *Abgasskandal* ») et à la grève des concessionnaires en Chine, Audi, filiale de Volkswagen, affiche de mauvais chiffres en 2017. Alors que les ventes de Mercedes et de BMW ont augmenté par rapport à l'année précédente, celles d'Audi ont stagné. Les ventes du modèle phare de la marque, l'Audi A4, ont chuté de 3,5% en Allemagne. L'entreprise souhaite donc investir jusqu'à 700 M€ pour proposer d'ici à 2019 un modèle entièrement revisité. La situation pose également la question de la concurrence que se livrent entre elles l'entreprise mère Porsche et ses filiales Audi et VW et de plus d'investissements communs dans le développement de certaines technologies par exemple.

Li Shufu devient le premier actionnaire de Daimler

Avec l'acquisition de 9% de parts dans Daimler, le chinois Li Shufu, fondateur de la marque Geely, devient actionnaire de référence du groupe. Daimler ayant refusé l'offre de participation du milliardaire, celui-ci l'a achetée directement sur le marché. Le partenariat pourrait être profitable à Daimler, au moment où le groupe cherche à développer sa marque électrique EQ. Le marché chinois est leader de l'électromobilité et a déjà permis à des constructeurs européens, comme Volvo (à 100% filiale de Geely), de développer rapidement leurs technologies en ce sens. Le ministère fédéral de l'Economie et de l'Energie (BMWi) a indiqué vouloir examiner cette entrée au capital de Daimler.

Les filiales *carsharing* de BMW et de Daimler seraient en passe de fusionner

L'agence de presse Reuters est à l'origine fait état de la possible fusion prochaine entre les services de *carsharing* de BMW, DriveNow, et de Daimler, Car2go (une possibilité qui circule en Allemagne depuis plusieurs mois). Selon la presse, la nouvelle société devrait être indépendante mais les deux constructeurs resteraient des actionnaires importants.

Volontariat international en entreprise

A la fin de l'année 2017, l'Allemagne enregistre 1025 volontaires internationaux en entreprise (V.I.E) en poste pour le compte de 255 entreprises. L'Allemagne ne comptait fin 2012 que 807 V.I.E actifs pour 233 entreprises, ce qui correspond à une augmentation de 27% du nombre de V.I.E et de 9% d'entreprises concernées de 2012 à 2017. Au cours des neuf dernières années, cette tendance est encore plus sensible (429 V.I.E étaient en poste pour le compte de 181 entreprises fin 2008, respectivement +139% et +41% de 2008 à 2017). A la fin du mois de janvier 2018, l'Allemagne est le troisième pourvoyeur de V.I.E, derrière les Etats-Unis et la Belgique.

Transports et infrastructures

Automobile

La Cour administrative fédérale rend sa décision sur les interdictions de circulation

Le 27 février 2018, la Cour administrative fédérale (Leipzig, Saxe), l'équivalent de notre Conseil d'Etat, a jugé légales les interdictions de circulation pour les véhicules les plus polluants (en particulier certains avec des moteurs diesel). La cour considère que le droit fédéral doit être ignoré s'il entre en contradiction avec le droit de l'UE, conférant ainsi aux villes le droit de prendre ce type de mesures. La cour a précisé que ces mesures doivent rester exceptionnelles, servir au simple respect du droit de l'UE et toujours faire l'objet d'un contrôle de proportionnalité. Elle souligne également

la nécessité de mettre en place des exemptions pour des catégories données de la population telles que les artisans ou les résidents. La décision n'est pas anodine car ces mesures ne toucheront pas uniquement les véhicules diesel les plus anciens. Le type d'interdiction pourra varier en fonction de la ville en question, de son taux de pollution et de ce qui apparaît en conséquence proportionné. Plus de 10 M de véhicules diesel seraient potentiellement concernés. Alors que la ministre fédérale de l'environnement Barbara Hendricks affirme que les interdictions pour les véhicules diesels en ville sont toujours « évitables », la ville-Etat de Hambourg a d'ores et déjà annoncé que les premières interdictions seraient décrétées dans deux mois et Stuttgart fin 2018.

Scandale du diesel : la grande coalition prévoit de créer un nouvel organe de contrôle

Le contrat de coalition CDU-SPD, qui doit encore être approuvé par les militants de la SPD, prévoit la création d'un « Institut allemand pour les mesures en matière de consommation et d'émissions » (*Deutsches Institut für Verbrauchs- und Emissionsmessungen* – Divem). Celui-ci reprendrait certaines compétences de l'Agence allemande pour les véhicules motorisés (*Kraftfahrtbundesamt* – KBA), souvent critiquée par la presse pour sa gestion du scandale sur le diesel.

Scandale du diesel : discussions sur le rééquipement par les constructeurs

Le secrétaire d'Etat du *Land* de Rhénanie-Palatinat, Thomas Griese, ainsi que d'autres *Länder*, demandent au ministère fédéral de l'environnement d'envisager une nouvelle sanction contre les constructeurs automobiles allemands. Ceux-ci n'ayant à ce jour pas réalisé d'étude d'impact sur les effets de la mise à jour des logiciels (*softwares*) qui leur a été imposée sur les émissions de leurs flottes, Thomas Griese souhaite désormais leur imposer une modification de l'équipement même (*hardware*) des véhicules diesel. La question du rééquipement fait débat depuis plusieurs mois en Allemagne. Un groupe de travail du gouvernement fédéral est chargé de rendre un avis à ce sujet d'ici au 3^{ème} sommet national allemand sur le diesel. La fédération allemande de l'industrie automobile (*Verband der deutschen Automobilindustrie* – VDA) pointe d'ores et déjà du doigt des coûts exorbitants. Pour autant, de nombreux experts jugent cette solution particulièrement efficace pour respecter rapidement à nouveau les seuils européens en matière de pollution atmosphérique. Georg Wachmeister, expert à l'école technologique de Munich (*TU München*), qui fait partie du groupe de travail gouvernemental, évoque la possibilité d'une réduction des émissions de dioxyde d'azote de l'ordre de 90%.

Tests de VW sur des singes

Les tests menés aux Etats-Unis par le « Lovelace Respiratory Institute » à l'initiative de Volkswagen sur des singes et destinés à prouver l'efficacité des filtres à particule ont eu un grand retentissement dans la presse allemande. Les animaux étaient enfermés dans des cages de verre dans lesquelles ils inhalaient quatre heures durant les gaz d'échappements d'une Beetle, successeur de la Coccinelle et modèle phare de Volkswagen, et d'un Ford Pick-Up plus ancien. Selon le quotidien *Bild*, les résultats auraient été tenus secrets notamment parce qu'ils montraient que les émissions des véhicules récents étaient plus nocives que celles des anciens. Alors que le président du conseil d'administration de VW, Matthias Müller, s'est officiellement excusé pour les agissements du groupe, les critiques ont fusé de toutes parts, et en particulier du ministère fédéral des transports.

Développement des carburants alternatifs en Allemagne

La coopération entre le Centre aérospatial allemand et la NASA a vocation à développer des biocarburants pour les fusées permettant de limiter l'émission de suie et ainsi l'impact environnemental des décollages. De premiers tests effectués en 2014 ont montré qu'un mélange à part égale de kérosène et de biocarburant permettait de réduire les émissions de 50 à 70%. Ces technologies ont vocation à être adaptées au monde de l'automobile pour concevoir des carburants plus propres. Dans son étude intitulée « Coûts futurs des carburants synthétiques produits grâce à l'électricité », le *think tank* allemand *Agora Energiewende* défend quant à lui le rôle qu'auront à jouer de tels carburants dans la transition énergétique, notamment pour les véhicules nécessitant de parcourir de grandes distances (camions). Leur prix resterait cependant supérieur à celui des carburants actuels jusqu'en 2050. Le contrat de coalition CDU-SPD prévoit à cet égard de soutenir la production d'hydrogène par électrolyse.

Programme de digitalisation des réseaux communaux de transport

Dans le cadre du programme « Air propre 2017-2020 » décrété lors du second sommet national allemand sur le diesel, le ministère fédéral des Transports et des infrastructures numériques vient de lancer un premier appel à projets pour développer les transports intelligents (comme par exemple la coordination des horaires de bus et de trains). Un enveloppe de 100 M€ est disponible pour les financer.

Opel/PSA

L'agence de presse dpa a fait état mi-février de l'inquiétude d'une partie des ingénieurs d'Opel basés à Rüsselsheim (lieu du siège d'Opel, dans la Hesse). Si ceux-ci sont en effet rassurés quant à l'extension des compétences que souhaiterait PSA pour le centre de développement sur le site historique du constructeur (qui pourrait être plus que doublé, selon le chef du développement d'Opel, Christian Müller), ils sont malgré tout inquiets du maintien ou non du nombre d'emplois actuels. Le syndicat IG Metall souhaiterait par ailleurs que ces projets soient fixés par écrit. Le centre de développement d'Opel emploie à ce jour 7000 personnes. L'existence de six centres de compétences aurait d'ores et déjà été convenue entre Opel, Peugeot et Citroën, selon la presse (notamment en matière de piles à combustible, de préparation à une entrée sur le marché des Etats-Unis ou encore de systèmes modernes d'assistance à la conduite).

Electromobilité

Electrification du réseau autoroutier pour les camions

Une étude de la fédération allemande de l'industrie (*Bundesverband der deutschen Industrie* – BDI) intitulée « Chemins de l'énergie pour l'Allemagne » indique que la solution présentant le meilleur rapport efficacité/prix pour atteindre les objectifs climatiques du pays est l'électrification des autoroutes. Cette solution permettrait à des camions dotés d'un moteur hybride de passer en mode « électrique » dès que l'infrastructure nécessaire est disponible. Cette solution nécessiterait d'investir massivement dans la technologie au plus tard à partir de 2020. Cette étude a été portée à la connaissance des décideurs, qui débattent actuellement d'un objectif éventuel de 4000 km d'autoroute équipés dans ce domaine d'ici à 2030.

Porsche stoppe la production de diesel et développe un système de recharge plus rapide

Face à la forte chute de la demande de véhicules diesel, Porsche a décidé d'en arrêter la production. La marque craint par ailleurs pour la compétitivité de ses voitures lors du passage à l'électromobilité. Afin de ne pas imposer de temps de recharge trop longs à ses clients, la marque développe désormais un système de recharge d'une puissance de 800 V, c'est-à-dire le double des systèmes actuels. Le modèle électrique de Porsche prévu pour 2019, le « Mission-E », pourra ainsi être rechargé à 80% en quinze minutes. Le constructeur considère cette technologie comme essentielle pour permettre à la voiture électrique de percer. Il a déjà installé les premières bornes de recharge de ce type à Berlin.

L'Allemagne en passe de devenir le premier marché européen pour la voiture électrique

D'après les prévisions de l'institut de recherche « Bloomberg New Energy Finance », les ventes de voitures électriques devraient augmenter de 64% en Allemagne en 2018 par rapport à 2017. Avec 82 000 homologations l'année passée, l'Allemagne dépasserait la Norvège et deviendrait le premier marché européen en la matière. Pourtant, la voiture électrique la plus vendue en Allemagne est une française : la Renault Zoé (déjà leader en 2016). Daimler, BMW et Volkswagen cherchent désormais à rattraper leur retard en produisant des voitures électriques. A Dresde (Saxe), la production de l'« E-Golf » par exemple pourrait doubler en 2018.

Annonce du lancement d'une coopération industrielle entre Saft, Siemens, Solvay et Manz pour la production de batteries nouvelle génération (source internet)

Selon le site internet *electrive.com*, une coopération entre Saft, Siemens, Solvay et Manz devrait être lancée en matière de recherche et développement, mais aussi d'industrialisation de batteries à composantes solides. Le projet serait

prévu pour sept ans, au cours desquels l'accent devrait être mis sur les batteries solides à haute densité ainsi que sur les batteries lithium-ion. En cas de succès durant les sept premières années, le lancement d'une coopération avec d'autres industriels pourrait aboutir afin de créer un nouveau processus d'assemblage de batteries, y compris de cellules et de systèmes intégraux. L'objectif cité par *electrive.com* serait de développer une unité de production de 1 GWh.

Aviation

Statistiques annuelles de la fédération allemande des aéroports

En janvier 2018, le trafic aérien de passagers a augmenté de 0,6% (14,87 M de passagers à l'arrivée et au départ). Le trafic européen augmente de 3,2% et le trafic intercontinental ralentit, avec une augmentation de seulement 0,7%. Le trafic national baisse quant à lui de 5,5%, en raison d'une offre qui demeure faible à la suite de la faillite d'Air Berlin fin 2017. Le trafic de fret augmente de 6,1% (arrivée et départ).

Aéroport BER de Berlin

Selon la réponse du gouvernement fédéral à une question parlementaire des Verts allemands, celui-ci table sur l'ouverture du nouvel aéroport BER (initialement prévue pour 2007) en octobre 2020, pour un coût total de 5,34 Mds€. Les coûts mensuels de la non-ouverture de l'aéroport sont estimés à 10 M€ et ceux du prolongement de l'aéroport de Tegel à 5 M€ en 2018.

Ferroviaire

Le projet « Stuttgart 21 » retardé

Le projet « Stuttgart 21 » d'aménagement urbain et ferroviaire est retardé à 2024. Selon la réponse du gouvernement à une question parlementaire, les coûts seraient désormais estimés à 8,2 Mds€ au lieu de 6,53 Mds€ à l'origine. Le gouvernement précise qu'au vu de l'état d'avancement actuel du projet, la poursuite du chantier reste plus rentable que son arrêt pur et simple.

Environnement

Une ancienne mine de charbon de la Ruhr transformée en réservoir de stockage d'eau chaude

Une expérience va être menée à Bochum en dessous d'une ancienne usine Opel, pour utiliser une mine de charbon désaffectée comme moyen de stockage de l'énergie. Contrairement au gaz, le stockage d'eau chaude est peu coûteux et permet de nombreux cycles de recharge. L'eau sera stockée à 630 m de profondeur dans un environnement dont la température est constamment de 25°C.

Immobilier

Statistiques relatives au logement

Les ménages allemands dépensent en moyenne 35% de leur patrimoine pour se loger, taux stable depuis une décennie. Malgré la forte demande en Allemagne, le nombre de permis de construire a diminué de 7,8% entre janvier et novembre 2017 en comparaison à la même période un an auparavant. Le ralentissement est particulièrement notable sur la construction de logements en foyer (-42,8%) en raison de la baisse du nombre de réfugiés depuis 2015.

Croissance constante du secteur du BTP

La fédération allemande du BTP (*Zentralverband des deutschen Baugewerbes* - ZDB) et celle de l'industrie de la construction (*Hauptverband der deutschen Bauindustrie* – HDB) prévoient une croissance similaire à l'année précédente, avec une augmentation du chiffre d'affaire global de 4% en 2018 dans tout le secteur (pour atteindre 117

Mrd€). Toutefois, la branche se voit confrontée à deux facteurs pouvant ralentir sa croissance : le manque de main d'œuvre qualifiée (en particulier les ingénieurs civils) et le manque de terrains constructibles.

La fédération allemande du BTP satisfaite du contrat de grande coalition

La fédération allemande du BTP se réjouit des incitations à l'investissement que propose le contrat de coalition CDU-SPD. Les abattements fiscaux, la proposition d'une « Allocation enfant-logement » (*Baukindergeld*) destinée à faciliter l'accès des familles à la propriété, le prolongement des subventions pour la rénovation énergétique des bâtiments sont des mesures positives en ce sens.

La Bavière veut lancer une société publique de construction

Le futur président du *Land* de Bavière, Markus Söder, a annoncé sa volonté de lancer une société publique de construction avant les élections régionales d'octobre. L'objectif de ce projet est de relancer drastiquement la construction de logements en Bavière afin de faire baisser les prix de l'immobilier. Markus Söder souhaite doter ce fonds d'un capital initial de 500 M€ pour lui permettre de construire 2 000 logements d'ici 2020. Ceux-ci comprendront des logements sociaux mais viseront en particulier la classe moyenne. Cette initiative régionale a vocation à compléter celle lancée au niveau fédéral dans le contrat de coalition, avec le financement de 2 000 autres logements au maximum.

Aldi souhaite construire des logements sur certains emplacements de ses magasins berlinois

Face à la pénurie de logements à Berlin, la chaîne de supermarchés Aldi Nord vient d'annoncer son intention de construire des logements sur les emplacements (sur le terrain ou à la place du magasin lui-même) d'au moins trente de ses magasins berlinois. Jusqu'à 2 000 logements pourraient ainsi voir le jour. 30% d'entre eux seront des logements sociaux et les 70% restants ne dépasseront pas les 10 €/m².

Salon professionnel du BTP – Bautec 2018

Le salon professionnel allemand du BTP s'est tenu du 20 au 23 février 2018 sur le thème de la digitalisation du BTP. Le ministère fédéral de l'environnement et de la construction était largement représenté. Le forum « Smart city », spécialisé dans l'infrastructure intelligente et le forum « BTP d'avenir pour les bâtiments anciens » (*Zukunft Bau – Praxis Altbau*), spécialisé dans la rénovation des logements anciens, étaient particulièrement attendus.

Numérique

Le tribunal de grande instance de Berlin encadre les modalités d'utilisation de Facebook

Le *Landgericht* (équivalent du tribunal de grande instance) de Berlin a jugé le 12 février que les paramétrages par défaut, ainsi qu'une partie de ses conditions d'utilisation et de protection des données de Facebook violent le droit allemand de la consommation, après une plainte déposée par la fédération allemande des associations de consommateurs (vzbv). Deux clauses en particulier ont été déclarées contraires au droit allemand: celle obligeant les utilisateurs de Facebook de s'identifier sous leur vrai nom ainsi que celle prévoyant l'automatisme des échanges privés par l'application mobile du réseau social. Si le tribunal n'a, par ailleurs, pas interdit le recours au slogan publicitaire de Facebook indiquant que ses services sont gratuits, ce qui est « regrettable, car même s'il est vrai que l'utilisateur de Facebook ne doit rien déboursier, il paie en fournissant ses données personnelles et cela peut revenir très cher » (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*), il a toutefois refusé que le droit irlandais de la protection des données s'applique dans cette affaire. Facebook a fait appel de la décision.